

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

Economic Studies



La Direction recherche économique conseille les dirigeants de la Fédération sur toutes les politiques et tous les dossiers reliés à l'industrie laitière. Elle accomplit ce mandat par la réalisation d'études, d'analyses et de textes de vulgarisation pour guider les différentes instances et directions de notre organisation. Notre direction représente la Fédération à de nombreux comités provinciaux et nationaux.

Commerce international

La conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hong Kong, en décembre 2005, a certainement été le point culminant de l'année en matière de commerce international. Les éléments qui ont fait l'objet d'un consensus au niveau agricole sont très limités. Le système canadien de gestion de l'offre demeure intact pour le moment, donnant ainsi au gouvernement canadien toute la marge de manœuvre nécessaire pour promouvoir et préserver les trois piliers de ce système. Selon l'échéancier prévu par l'OMC, les ministres du Commerce international doivent négocier, d'ici la fin de juillet 2006, les modalités finales et complètes de l'application de l'entente-cadre sur l'agriculture adoptée en 2004. Pour étayer notre argumentaire, nous avons entrepris de nouvelles études en 2005 qui seront achevées au cours de 2006.

Notre direction continue de collaborer étroitement à la mise en œuvre des divers volets de la stratégie G05, ce qui nous amène, entre autres, à rencontrer divers groupes, intervenants et représentants gouvernementaux du Québec et du Canada à qui nous présentons et expliquons la position canadienne de même que le fonctionnement et les bénéfices de notre système de gestion de l'offre.

Ententes de mise en commun et dossiers nationaux

Au niveau national, nous collaborons étroitement avec la Direction principale aux opérations et partenariat externe au suivi des ententes de mise en commun et à la gestion du Plan national de commercialisation du lait.

Nous avons été particulièrement actifs dans différents dossiers concernant l'Entente sur la mise en commun de tout le lait (P5). Mentionnons, notamment, l'analyse et le suivi des coûts de transport en vue de convenir de moyens qui assureront un meilleur contrôle de ces coûts. Nous appuyons également les travaux visant l'adhésion de Terre-Neuve à l'entente P5.

Toujours sur la scène nationale, notre direction a participé aux travaux des Producteurs laitiers du Canada (PLC) en vue de l'échéance de l'engagement de la Commission canadienne du lait sur le prix du lait. Un comité formé de représentants des provinces a débattu des orientations à défendre en 2006 dans le cadre d'une nouvelle politique laitière à long terme. L'érosion du marché canadien de la crème glacée, dont l'industrie s'approvisionne en ingrédients laitiers importés et en produits de lactosérum au lieu de lait canadien, a aussi fait l'objet de vives discussions et de travaux sans que l'on puisse en arriver à un dénouement satisfaisant au terme de l'année 2005.

Dossiers provinciaux

Sur la scène provinciale, notre direction prépare mensuellement diverses statistiques et analyses pour le suivi des politiques et des activités de la Fédération. Mentionnons l'évolution du prix du lait et des variations mensuelles, les mesures de contrôle de la production de solides non gras et le suivi régulier de la production totale en vue d'une gestion attentive de l'émission des quotas à la ferme. Nous collaborons aux différentes négociations reliées aux opérations, que ce soit pour la mise en marché ou pour le transport du lait.

Prix du lait et sécurité du revenu

Nos revendications sur le prix du lait sont faites en collaboration avec les autres provinces et les PLC. Des progrès intéressants ont été réalisés avec l'Ontario en vue d'uniformiser les enquêtes sur les coûts de production au niveau canadien.

RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION TOTALE ET DES PRODUCTEURS AU 31 DÉCEMBRE 2005

Production and producers, by region, as at December 31, 2005

Région	Production totale <i>Total production</i>		Producteurs <i>Producers</i>	
	Litres <i>Litres</i>	%	Nombre <i>Number</i>	%
01 - Estrie	285 876 387	10,04	626	8,49
02 - Côte-du-Sud	155 850 475	5,48	452	6,13
03 - Gaspésie-Les Îles	6 008 472	0,21	27	0,37
04 - Lanaudière	93 237 495	3,28	288	3,90
05 - Mauricie	124 839 260	4,39	353	4,78
06 - Outaouais-Laurentides	129 250 678	4,54	358	4,85
07 - Centre-du-Québec	407 371 854	14,32	907	12,30
08 - Abitibi-Témiscamingue	51 583 119	1,81	163	2,21
09 - Québec	434 955 582	15,28	1 162	15,75
10 - Beauce	244 028 557	8,58	674	9,14
11 - Bas-Saint-Laurent	190 576 907	6,70	612	8,30
12 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	148 665 709	5,22	394	5,34
13 - Saint-Hyacinthe	360 258 589	12,66	806	10,93
14 - Saint-Jean-Valleyfield	213 021 808	7,49	554	7,51
Total	2 845 524 892	100,00	7 376	100,00

Au chapitre de la sécurité du revenu plus largement, nous continuons de suivre de près la mise en œuvre du Programme canadien de sécurité du revenu agricole sur les éléments particuliers au secteur laitier.

Environnement

Notre direction assure le fonctionnement du comité environnement de la Fédération, lequel fournit des avis au conseil d'administration sur les différentes politiques environnementales touchant le secteur laitier.

En 2005, nous avons rencontré à quelques occasions des représentants du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP) pour faire avancer les dossiers qui nous préoccupent. Notre direction a rédigé et présenté un mémoire dans le cadre de la consultation publique sur le plan de développement durable du Québec en plus de participer à diverses consultations menées par le ministère concernant des changements réglementaires, notamment ceux portant sur les amas aux champs.

Le dossier des rampes d'épandage a pris beaucoup de place en 2005. Un sondage a été réalisé à l'automne auprès des producteurs laitiers ayant procédé à l'acquisition d'une rampe afin d'évaluer les problèmes rencontrés. Un comité de travail, composé de représentants de la Fédération des producteurs de lait du Québec, de l'Union des producteurs agricoles (UPA), du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et du MDDEP a été formé à la fin de l'année 2005 afin de trouver ensemble des solutions aux divers problèmes.

Le projet de recherche sur la réduction du phosphore dans l'alimentation animale, mené en collaboration avec une centaine de fermes laitières, s'est poursuivi en 2005 et devrait se terminer à la fin de 2006.

Une entente a été conclue avec une firme spécialisée dans le but de mieux gérer, d'un point de vue environnemental, la disposition de lait impropre à la consommation.

Santé animale et traçabilité

Notre direction a suivi de près les discussions entre l'UPA et le MAPAQ portant sur le renouvellement du Programme d'amélioration de la santé animale au Québec. Nous avons également participé aux discussions de différents comités de l'Agence canadienne d'inspection des aliments portant sur les mesures d'urgence et sur le retrait du matériel à risque spécifié. La direction continue de participer à divers comités en lien avec la traçabilité des bovins laitiers, dont celui sur la révision de la boucle et celui sur le transport des animaux.

Recherche

L'implication de la Fédération en matière de recherche et développement continue d'être assurée par notre participation au conseil d'administration de Novalait inc. et à différents comités de gestion de projets.

Novalait inc., qui a souligné ses 10 ans d'existence en 2005, s'est vue confirmer à l'automne des projets majeurs ayant d'ailleurs des effets structurants pour l'organisation du secteur de la recherche: obtention d'un financement de sept millions de dollars sur cinq ans par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) pour le Réseau canadien de recherche sur la mammité; mise sur pied d'une chaire industrielle en technologie et typicité fromagère bénéficiant d'un financement de près de deux millions de dollars provenant à parts égales du secteur privé et du CRSNG et renouvellement du financement pour trois ans du réseau de fermes pilotes avec une enveloppe de 470 000 dollars.

Fait à souligner, tous les membres de notre direction collaborent régulièrement à la revue *Le producteur de lait québécois*, tant pour des articles de fond, que pour les chroniques portant sur les statistiques, l'évolution des marchés et la recherche.

The Economics Studies Department advises Federation officers on all policies and issues concerning the dairy industry. To fulfill this mandate, the Department must conduct studies and analyses and prepare texts to guide our organization's various policy development and operations groups. Our Department also represents the Federation on various provincial and national committees.

INTERNATIONAL TRADE

The Hong Kong Ministerial Conference of the World Trade Organization (WTO) in December 2005 was certainly the culminating point of the year in terms of international trade. Consensus was reached on a very limited number of agricultural issues. The Canadian supply management system remains intact for now, thus giving the Canadian government all the leeway needed to promote and preserve the three pillars of this system. According to the schedule projected by the WTO, by the end of July 2006, the International Trade Ministers must negotiate the full and final modalities of the agricultural framework agreement adopted in 2004. We initiated new studies in 2005 to support arguments put forward. These studies will be completed in 2006.

Our Department continues to cooperate closely in the implementation of the various sections of the G05 strategy. Among other things, this leads us to meet with various groups, stakeholders, and representatives of the Quebec and federal governments to present and explain Canada's position, as well as the operation and benefits of our supply management system.

POOLING AGREEMENTS AND NATIONAL ISSUES

At the national level, we are working closely with the Operations and External Partnerships Department on monitoring the Pooling Agreements and on the management of the National Milk Marketing Plan. We have been particularly active on various issues concerning the P5 All-Milk Pooling Agreement. In particular, we should mention the analysis and monitoring of transportation costs, with a view to determining ways of better controlling these costs. We also support the work aimed at bringing Newfoundland into the P5 Agreement.

Also on the national scene, our Department participated in the work of the Dairy Farmers of Canada (DFC) concerning the Canadian Dairy Commission's deadline for its commitment on milk pricing. A committee of provincial representatives debated the orientations to be proposed in 2006 within the context of a new long-term dairy policy. The erosion of the Canadian ice cream market, which uses imported milk ingredients and whey products instead of Canadian milk, was also the focus of lively discussion and much work, although a satisfactory outcome was not achieved before the end of 2005.

PROVINCIAL ISSUES

On the provincial front, our Department prepares various monthly statistics and analyses to follow up on the Federation's policies and activities. In particular, we should mention milk price and monthly market variation trends, solids non-fat production control measures, and regular tracking of total production, with a view to efficient management of quota allocations to producers. We also collaborate in the various negotiations related to operations, whether for marketing or for transportation of milk.

MILK PRICING AND INCOME SECURITY

Our demands relating to milk pricing are prepared in cooperation with the other provinces and the DFC. Interesting progress has been achieved with Ontario with regard to standardizing cost-of-production surveys across Canada.

As concerns income security in the broader sense, we continue to closely monitor the Canadian Agricultural Income Stabilization Program with regard to aspects specific to the dairy sector.

ENVIRONMENT

Our Department ensures operation of the Federation's Environment Committee, which advises the Board of Directors on the various environmental policies affecting the dairy sector.

In 2005, we had several meetings with representatives of the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP) to seek progress on issues that concern us. Our Department drafted and presented a brief to the public consultations on the Quebec Sustainable Development Plan. We also participated in various consultations conducted by the Ministry on regulatory changes, particularly those concerning manure heaps in fields.

The issue of low-ramp equipment received a lot of attention in 2005. In the fall, dairy producers who had acquired such equipment were surveyed to evaluate the problems encountered. A committee composed of representatives of the Federation, the Union des producteurs agricoles (UPA), the Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), and the MDDEP was formed at the end of 2005 to work together to find solutions to various problems.

The research project on phosphorus reduction in livestock feed, which involves a hundred dairy farms, continued in 2005 and should be completed by the end of 2006.

An agreement was signed with a company in order to better manage the environmental disposal of milk unfit for consumption.

ANIMAL HEALTH AND TRACEABILITY

Our Department closely followed the discussions between the UPA and the MAPAQ regarding the renewal of the Programme d'amélioration de la santé animale au Québec (animal health improvement program). We also participated in the discussions of various Canadian Food Inspection Agency committees on emergency measures and the removal of specified risk material from slaughtered animals. The Department continues to sit on various committees related to the dairy cattle traceability process, including the Ear Tag Review Committee and the Animal Transport Committee.

RESEARCH

The Federation's involvement in research and development continues through our participation on the Board of Directors of Novalait Inc. and on various project management committees.

Novalait Inc., which marked its tenth anniversary in 2005, saw the approval of major projects last fall, which has structuring effects on the organization of the research sector. In particular, it received \$7 million in funding over five years from the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada (NSERC) for the Canadian Bovine Mastitis Research Network. It also established an industrial research chair in cheese technology and typicity, benefiting from nearly \$2 million in funding, coming in equal shares from the private sector and the NSERC, and renewed funding for the model farm network for a further three years with a \$470,000 budget.

In addition, all members of our Department contribute regularly to *Le producteur de lait québécois* magazine, from feature articles to columns on statistics, market trends and research.